



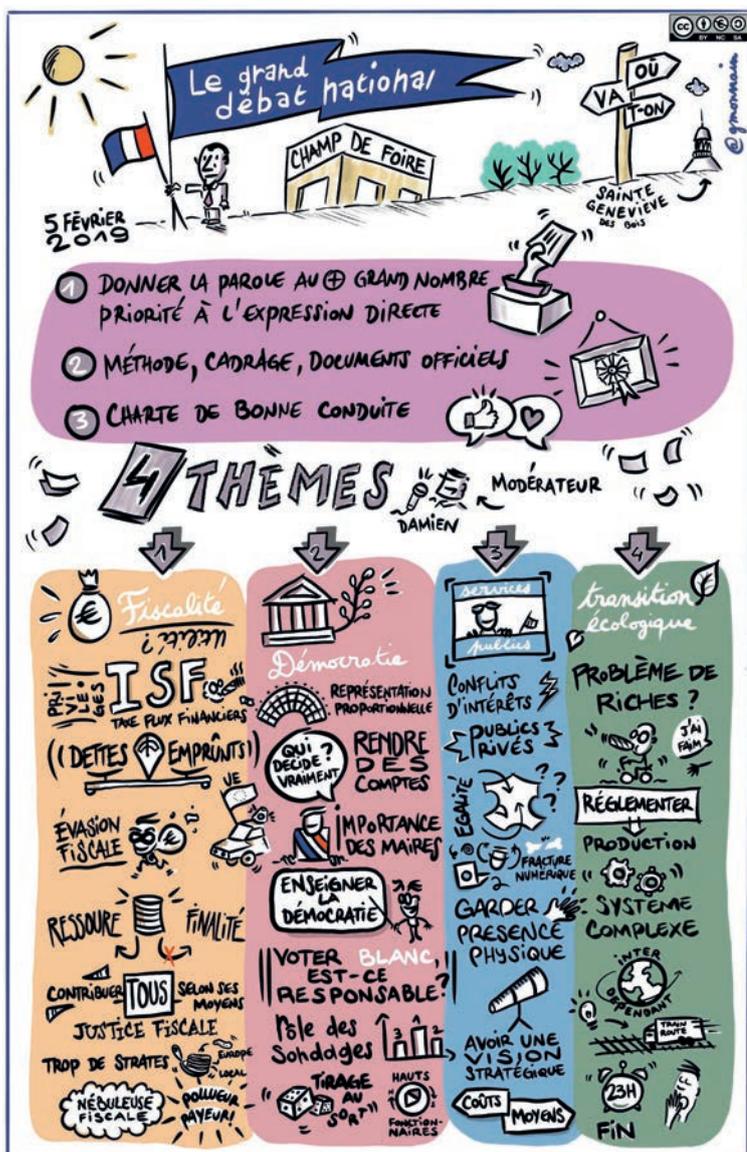
Le grand **débat national**

Ville de
Sainte-Geneviève-des-Bois

mardi 5 février 2019



Une assemblée attentive et participative.



Un sketchnote réalisé par Guillaume Monnain, d'Akenium : une synthèse en images et en direct.

À l'initiative du Président de la République, un Grand débat national est initié, du 15 janvier au 15 mars 2019, permettant aux citoyens français de débattre de questions essentielles sur l'ensemble du territoire.

Des réunions d'initiatives locales sont ainsi organisées à travers toute la France.

C'est dans ce contexte que Monsieur le Maire de Sainte-Geneviève-des-Bois, Frédéric Petitta, et la Municipalité, ont souhaité accueillir et faciliter le Grand débat sur sa commune, lors d'une réunion publique regroupant 170 personnes, qui s'est tenue le mardi 5 février 2019. La préparation, l'animation, la régulation et la synthèse ont été confiées à un tiers neutre.

Il convient de souligner que ce débat fut dense, exigeant, vif mais toujours empreint de tolérance et de bienveillance. Les prises de parole furent nombreuses tant par la gent masculine que féminine, toutes les tranches d'âge étant représentées (de 30 à 85 ans, avec une majorité de 40-60 ans). Les interventions ont permis à chacun et chacune de se faire entendre, de convaincre, d'entamer une réflexion et de contribuer à ce moment d'expression citoyenne.

Les quatre thèmes du Grand débat national



Les Génomévain-e-s sont invité-e-s à apporter leurs contributions au Grand débat national.

La fiscalité et les dépenses publiques

La fiscalité permet au pays de se développer tant au niveau social qu'au plan économique. Les dépenses publiques constituent le principal instrument de l'action collective. Elles concernent pour l'essentiel les activités régaliennes et permettent de financer les prestations sociales. Ces thèmes ont suscité, lors de ce Grand débat national, une grande émulation de la part des participants, avec notamment les questionnements redondants sur l'évasion fiscale et sur l'équité fiscale.



DIFFICULTÉS, REMARQUES, DOLÉANCES, INQUIÉTUDES, CRITIQUES

- › La volonté politique de traiter le problème de l'évasion fiscale n'est pas perçue.
- › 38000 suppressions de postes au sein de la Direction des finances publiques depuis 2002 (N.D.L.R.: un chiffre fourni par les syndicats des finances publiques, non confirmé par le Ministère), ce qui empêche les contrôles fiscaux. La fraude fiscale en 2018 s'élève à 100 milliards d'euros (N.D.L.R.: un chiffre en réalité difficile à estimer, compris selon les sources entre 20 et 100 milliards d'euros). Le déficit budgétaire est de 83 milliards d'euros (N.D.L.R.: 73,1 milliards en 2018 selon les sources officielles). Des moyens contre l'évasion fiscale doivent être mis en place.
- › Concernant l'évasion fiscale et le blanchiment d'argent, il conviendrait de se donner les moyens de lutter contre et de cesser de diminuer le personnel affecté à cette lutte.
- › Quid des paradis fiscaux dans lesquels sont domiciliées des entreprises exerçant sur le sol français et qui, du coup, ne paient pas d'impôt en France ?
- › La taxe sur le carburant est qualifiée à maintes reprises de très injuste.
- › Il y a trop de dépenses publiques. Comment les financer, les faire baisser, tout en diminuant nos impôts ?
- › Les Français paient 13 % de taxes au niveau de la cotisation auprès des mutuelles. Il convient de prendre en compte cette donnée (N.D.L.R.: avec précision: 9 % pour la Taxe sur les conventions d'assurance, 7 % pour la Taxe spéciale sur les conventions d'assurance, et 6,27 % pour la Taxe CMU-C).
- › Les Français qui résident au Portugal par exemple ne paient pas d'impôt. Cela peut être vécu comme une injustice pour ceux qui résident en France (N.D.L.R.: en réalité sous réserve de l'acquittement des impôts dans son pays d'origine, ou de l'acquittement d'un forfait de base limité à 10 ans de 20 % sur les revenus perçus au Portugal. Plus d'informations sur www.ufe.org).
- › Des fonctionnaires sont licenciés (N.D.L.R.: le licenciement d'un fonctionnaire est impossible, les suppressions de poste étant essentiellement des départs à la retraite non remplacés) pour faire baisser les coûts de fonctionnement mais leurs emplois sont confiés, dans un second temps, au secteur privé, du coup, on reporte les coûts de fonctionnement sur des coûts d'investissement.
- › Entre la suppression de l'ISF et l'augmentation de la CSG, il y a un fort sentiment d'inégalité.
- › Les retraités se sentent floués avec le gel des retraites et l'augmentation de la CSG sur les retraites (le chiffre d'environ 25 % d'augmentation est avancé, invérifiable par dépendant des cas personnels).
- › Les charges d'intérêts de la dette publique française ne permettent pas à la France d'avoir un budget "tranquille".
- › Forte incompréhension face aux salaires prohibitifs des dirigeants de grandes entreprises comme Renault.
- › « *Nos élus profitent de niches fiscales!* ».
- › Les salaires des hauts fonctionnaires posent questionnement.
- › Les salaires et les retraites trop bas ne permettent pas de vivre décemment.
- › Il est noté que les très nombreuses taxes auxquelles les citoyens sont soumis varient d'une collectivité à une autre (exemple: eau), cela est source d'iniquité.
- › Le cumul des fonctions par un élu est remis en question.
- › Il est demandé, à plusieurs reprises, plus de justice fiscale: « *ceux qui gagnent de plus en plus, payent de moins en moins!* ».
- › La taxation à hauteur de 30 % sur la facture EDF est mise en exergue (N.D.L.R.: quatre taxes pour être précis: la contribution au service public de l'électricité - CSPE, 14,4 % de la facture globale -, la contribution tarifaire d'acheminement - CTA, 0,8 % de la facture globale -, les taxes sur la consommation finale d'électricité - TCFE, 6,1 % de la facture globale -, la taxe sur la valeur ajoutée - TVA, 16 % de la facture globale -).
- › Les impôts paraissent de plus en plus illisibles et notamment autour des niches fiscales.
- › Les crédits d'impôts sur les aides à domicile sont jugés inopportuns. Ainsi, ils profitent essentiellement à ceux qui, de toute façon, ont les moyens de financer du personnel d'aide à domicile. Cela crée, en outre, une paupérisation de la population et notamment féminine qui est la principale concernée par ces emplois d'aide à domicile.
- › Trop d'élus ?
- › Trop de strates au niveau local, national et européen ?
- › D'aucuns rappellent que notre pays propose la gratuité de l'école, un système de santé et des infrastructures performants, même si perfectibles, et que cela est rendu possible grâce aux impôts.
- › GAFA (Google Amazon Facebook Apple): Internet transforme nos économies. Une valeur de l'économie est en train de nous échapper complètement avec par exemple Uber qui n'a pas de taxis, Amazon qui n'a pas d'articles et Airbnb qui n'a pas d'hébergement...



PROPOSITIONS, PISTES DE RÉFLEXION

- › Investir en moyens humains pour lutter contre les fraudeurs et recouvrer les sommes dues.
- › Rendre plus progressif l'impôt sur le revenu.
- › Homogénéiser la fiscalité entre les pays de l'Union Européenne.
- › Instaurer plus de justice fiscale.
- › Rétablir l'impôt sur la fortune. Cependant, un participant note qu'aucun autre pays ne l'a mis en place et que cet impôt peut être source de destruction d'emplois.
- › L'État doit à nouveau s'autofinancer, redevenir investisseur pour financer les projets publics.
- › Ne pas baisser la TVA sur les produits de première nécessité (cf. les restaurateurs qui n'ont pas baissé leur prix malgré la baisse de la TVA dans leur secteur d'activité, mais qui, au contraire, ont augmenté leur marge).
- › Lutter contre la fraude fiscale au niveau national et au niveau européen.
- › Taxer les GAFA (Google Amazon Facebook Apple) sur leurs chiffres d'affaires réalisés en France.
- › S'attaquer aux différentes couches des dépenses publiques et à la bureaucratie liée à toutes interventions publiques. Il convient en outre d'aller vers une simplification administrative.
- › Taxer l'automatisme (exemple: les transactions faites par une machine comme au péage) pour éviter que les machines ne remplacent trop l'humain.
- › Lutter contre l'optimisation fiscale.
- › Taxer les entreprises qui licencient sans scrupule et financer ainsi le revenu universel.
- › Taxer les compagnies aériennes et maritimes avant de taxer les ménages.
- › Revaloriser les retraites en suivant l'indice moyen des salaires.
- › Augmenter la fiscalité des grandes entreprises.
- › Réduire les dépenses publiques (crédits d'impôt) au service des grandes entreprises.
- › Taxer les flux financiers.
- › Simplifier le mode de calcul de l'URSSAF (N.D.L.R.: des contributions sociales et non un impôt).
- › Indexer les retraites sur le coût de la vie ou sur les salaires.
- › Baisser les salaires et supprimer les privilèges des hauts fonctionnaires.
- › Supprimer les avantages des anciens Présidents de la République.
- › Instaurer les votations sur le principe suisse quand l'État envisage de privatiser ses entreprises.
- › Rajouter des tranches d'impôts pour rendre l'impôt sur le revenu plus progressif.
- › Diminuer significativement les impôts pour permettre aux ménages de vivre convenablement.
- › Exiger des entreprises qui font des bénéfices de redistribuer une partie majoritaire aux salariés et non aux actionnaires.
- › Faire une loi sur les marges de la grande distribution.
- › Avoir une fiscalité qui tend vers une progressivité de l'impôt.
- › Réduire les dépenses publiques.
- › Mettre en place des référendums au niveau des communes pour avoir l'avis des citoyens avant d'engager de lourdes dépenses (exemple: construction de bâtiments).
- › Aller vers une simplification administrative.
- › Remplacer l'ISF par un impôt progressif sur le patrimoine.
- › Ne pas toucher aux pensions de réversion.
- › Légaliser le cannabis, source de création d'emplois.

Les quatre thèmes du Grand débat national



Toutes les thématiques du Grand débat national ont pu être abordées.

La démocratie et la citoyenneté

La démocratie et la citoyenneté sont des thèmes prépondérants au sein de ce Grand débat national. Ils permettent d'aborder notamment la représentation des citoyens à l'échelon local, national, européen, mais évoquent aussi en filigrane nos valeurs communes, le comment bien vivre ensemble.



DIFFICULTÉS, REMARQUES, DOLÉANCES, INQUIÉTUDES, CRITIQUES

- › Le problème de la représentativité est fortement évoqué (notamment à l'Assemblée nationale).
- › La pertinence des élections législatives juste après les Présidentielles est mise en question.
- › La démocratie devrait mieux fonctionner au niveau local. Pourquoi n'est-ce pas le cas ?
- › Il faut tenir compte de la colère de certains (gilets jaunes, jeunes dans les cités, ouvriers en grève...).
- › A-t-on trop de strates politiques en France ?
- › « *Un investissement public connaît plusieurs sources de financement, donc un partage de décision. Qui décide ?* »
- › Un sentiment d'atteinte à la liberté de la presse par le Gouvernement en place est évoqué.
- › Les femmes ont un bas salaire, inférieur à celui des hommes et sont pénalisées quand elles prennent un congé parental.
- › Les maires sont importants dans une démocratie, aussi il convient de ne pas supprimer les dotations des maires.
- › La V^e République est arrivée à son terme, l'Assemblée nationale ne représente plus la France.
- › Les sondages lors des élections présidentielles jouent un poids dans le choix fait par les électeurs au moment du vote et intensifient la décision d'effectuer un "vote utile". La même remarque concernant le rôle des médias est formulée.
- › Une personne souhaitant se présenter à des élections (locales ou législatives) doit financer sa campagne électorale et donc emprunter de l'argent auprès des banques. Un sentiment d'injustice en résulte pour ceux qui ont de faibles revenus et pour qui cela semble inaccessible.
- › Comment renforcer le rôle des parlementaires ?
- › Quel est le revenu minimum pour vivre correctement en France ?
- › Il est regretté de voir disparaître les enquêtes publiques. (N.D.L.R.: si deux expérimentations sont en effet en cours dans deux départements, aucune décision en ce sens n'a été prise).
- › Les hauts fonctionnaires ont pris le pouvoir en France. Pourquoi ne pas s'inspirer du "spoils system" aux États-Unis ?
- › Il est souhaité plus de transparence concernant la Caisse des dépôts.
- › Le sentiment que le pays connaît un manque démocratique est exprimé. Des décisions sont prises par le Gouvernement sans débat démocratique. Un intervenant cite le Traité d'Aix-la-Chapelle.



PROPOSITIONS, PISTES DE RÉFLEXION

- › Comptabiliser les votes blancs pour certains, d'autres n'en voient pas l'intérêt.
- › Prévoir des élections législatives anticipées car l'Assemblée nationale n'est plus représentative de la France.
- › Trouver un moyen d'avoir une représentation de toutes les classes sociales.
- › S'inspirer des régimes parlementaires des pays nordiques pour éviter la concentration du pouvoir entre les mains d'une même personne.
- › Supprimer les avantages des anciens Présidents de la République.
- › Rendre le vote obligatoire, accompagné de la reconnaissance du vote blanc.
- › Remettre la proportionnelle intégrale afin que tous les avis soient représentés.
- › Systématiser la démocratie participative.
- › Stopper le cumul des mandats.
- › Permettre et faciliter l'accès à l'information des citoyens concernant les dépenses des élus pour plus de transparence.
- › Réfléchir à un tirage au sort dans la population par catégorie afin que tout un chacun soit représenté.
- › Désolidariser l'élection présidentielle de l'élection législative.
- › Ne pas diminuer le nombre de sénateurs, de députés mais revoir le fonctionnement des chambres (Assemblée nationale, Sénat) pour une vie démocratique plus importante.
- › Intégrer une dose de proportionnelle dans les chambres (au moins 1/4 dans l'une des 2 chambres).
- › Mettre en place un "congé-citoyenneté" dans les entreprises pour que le salarié s'investissant dans la vie publique puisse retrouver son poste après 5 années.
- › Enseigner la démocratie et la citoyenneté dès l'enfance. Rendre obligatoire les conseils municipaux d'enfants.
- › Établir une égalité homme/femme au niveau salarial et ce, en urgence.
- › Donner plus de pouvoir aux parlementaires.
- › Créer un chèque-citoyenneté permettant à chacun de financer un parti politique. En effet, le financement des partis par les particuliers n'est favorable qu'à ceux qui paient des impôts et qui peuvent donc bénéficier de déductions.
- › Instaurer un mandat unique.
- › Revaloriser les salaires des enseignants et des éducateurs qui forment les citoyens de demain.
- › Penser un programme télévisé (sous forme de dessin animé, avant le journal de 20h) expliquant les institutions.
- › Rétablir la limitation de vitesse à 90 km/h.

Les quatre thèmes du Grand débat national



Des témoignages concrets
et des propositions variées
lors de ce Grand débat.

L'organisation de l'État et des services publics

Chaque citoyen fait quasi au quotidien l'expérience des administrations et des services publics. C'est pourquoi, à travers le vécu et le ressenti de chacun et chacune, les enjeux du Grand débat doivent permettre de faire émerger des propositions pour les rendre plus utiles, plus accessibles, plus simples et plus transparents.



DIFFICULTÉS, REMARQUES, DOLÉANCES, INQUIÉTUDES, CRITIQUES

- › Le recrutement des dirigeants des banques auprès des hauts fonctionnaires pose problème.
- › La mise en place de Maisons des services publics coûte cher et donc la décision de ne plus en créer de nouvelles a été prise: cette inégalité territoriale entre les citoyens est inadmissible.
- › Une personne s'interroge sur les conflits d'intérêts d'anciens membres du personnel de l'ACPR (Autorité de contrôle prudentiel et de résolution) et ce, au niveau des mutuelles.
- › Un ancien fonctionnaire note une certaine érosion du service public, surtout au niveau du lien avec les citoyens.
- › Les économies budgétaires ne doivent pas se faire aux dépens du public.
- › La fracture numérique est mise en exergue par une maman de jeunes adolescents.
- › La dématérialisation facilite les démarches sur certains points mais le lien avec le service public doit être maintenu gratuitement (cf. appels téléphoniques payants à l'heure actuelle).
- › Quels types de services publics souhaite-t-on en France? Quels moyens y sont consacrés? Il est déploré la disparition de services publics forts, tout comme la privatisation partielle de certains hôpitaux. L'État manque de vision globale.
- › Le poids des lobbies est jugé néfaste.
- › Le souhait d'avoir des services publics de proximité est prégnant. Il est notamment exprimé le profond désaccord avec la réorganisation programmée des trois hôpitaux avec des fermetures de services: Longjumeau, Juvisy et Orsay.



PROPOSITIONS, PISTES DE RÉFLEXION

- › Renforcer la prévention des conflits d'intérêts liés à la mobilité des hauts fonctionnaires vers le privé, le pantouflage et le « rétroplantouflage ».
- › Créer un nouveau cloisonnement entre la fonction publique, la défense de l'intérêt général et les intérêts privés: le casting de recrutement des dirigeants des sociétés privés et des hauts fonctionnaires ne peut pas être le même.
- › Remettre de l'humain dans les services publics, notamment au niveau de l'accueil du public.
- › Créer une banque nationale d'investissement afin de réindustrialiser le pays (N.D.L.R: la Banque publique d'investissement existe déjà - la BPI).
- › Instaurer la gratuité des appels téléphoniques vers les services publics.
- › Adapter le prix payé pour un séjour en maison de retraite au revenu de la personne.
- › Appliquer la loi sur l'accessibilité des handicapés aux services publics.
- › Pas d'éligibilité possible pour les personnes ayant un casier judiciaire.

Les quatre thèmes du Grand débat national



Un moment d'expression citoyenne permettant à celles et ceux qui le souhaitent de s'exprimer librement.

La transition écologique

La transition écologique est une évolution vers un nouveau modèle économique et social qui vise à modifier notre façon de consommer, de produire, de travailler, de vivre ensemble pour répondre aux grands enjeux environnementaux. Cette question a été jugée, par nombre de participants du Grand débat national de ce soir, comme étant transversale et ne devant pas se réduire à l'échelle nationale.



DIFFICULTÉS, REMARQUES, DOLÉANCES, INQUIÉTUDES, CRITIQUES

- › Tous s'accordent pour dire qu'il s'agit d'un sujet vaste, complexe et potentiellement conflictuel et que la priorité doit être de préserver notre environnement.
- › Il est nécessaire que, toutes et tous, prenions conscience que notre surconsommation entraîne de nombreuses pollutions. C'est essentiellement l'activité humaine qui détruit la planète.
- › Ne pas opposer le social à l'environnement.
- › Une remarque est faite sur le coût élevé de la transition écologique car cela implique des contraintes notamment sur le pouvoir d'achat des ménages.
- › Concernant l'aménagement des territoires (écoquartiers), chacun doit se sentir légitime de donner son avis.
- › La permaculture est une réalité dans nos terroirs avec une maîtrise du coût de production. Les petits producteurs arrivent à en vivre. Il faut tendre vers cela.
- › La problématique des terres rares est évoquée avec une grande inquiétude. En effet, on retrouve ces métaux difficilement recyclables dans les batteries des voitures électriques, nos ordinateurs, smartphones... Leur production et leur recyclage sont polluants et concernent principalement des pays d'Asie (Chine), d'Afrique ou d'Amérique du Sud et donc nous impactent tous.
- › L'État doit avoir la maîtrise de toutes ses sources d'énergie.
- › La privatisation de nos barrages pose questionnement et désapprobation.
- › Pourquoi procéder à la fermeture de nos centrales nucléaires alors que l'on nous incite à acheter des voitures électriques qui ont besoin de cette source d'énergie pour fonctionner ?
- › Il est avancé l'idée que tous les produits pétroliers importés en France doivent être raffinés en France.
- › Un quidam fait part de son inquiétude concernant la vente de notre savoir-faire industriel (Alstom par exemple) : crainte de ne plus avoir d'industrie qualifiée quand il faudra construire des éoliennes.
- › Il faut se préparer à accueillir prochainement de nombreux réfugiés climatiques.
- › Pastille verte, bonus/malus sur les véhicules polluants : est-ce que l'argent récolté est bien réinvesti pour la transition écologique ?
- › Une transition écologique à l'échelle nationale, mais aussi européenne et mondiale doit être mise en œuvre. Les questions prioritaires doivent concerner la biodiversité et l'impact des activités humaines sur notre environnement.
- › Les questions concernant l'écologie devraient être débattues également au niveau de l'Europe, en y associant les citoyens.
- › Le ferroutage est mis en avant par nombre de participants qui y voient le meilleur moyen pour désencombrer les routes, sortir de la suprématie du transport routier (influence du lobbying des compagnies pétrolières?). Il s'agit pour eux d'un moyen économique et écologique.
- › Le comportement de tous doit changer : covoiturage, éteindre le moteur du véhicule à l'arrêt...



PROPOSITIONS, PISTES DE RÉFLEXION

- › Revenir à la mesure prônée par le Grenelle de l'Environnement qui prévoyait une taxe carbone dont le montant allait être reversé aux ménages selon leur empreinte carbone.
- › Développer la gratuité des transports en commun.
- › Remettre en place les consignes des bouteilles en verre.
- › Faire des propositions de lois sur l'obsolescence programmée et contre le gaspillage.
- › Créer un Ministère de l'aménagement du territoire.
- › Créer un "service informatique de gestion de partage des objets" pour réguler une économie du partage d'objets comme une voiture par exemple.
- › Exiger des promoteurs de construire des nichoirs au sommet des immeubles.
- › Travailler avec l'Europe écologique : sujet qui ne doit pas être vécu que sous le prisme de la situation française. La transition écologique demande des investissements conséquents et l'Europe doit permettre aux États d'investir massivement.
- › Optimiser les déplacements, favoriser les mobilités douces, permettre à chacun de diminuer ses déplacements (télétravail à développer, lignes RER fonctionnant correctement...).
- › Diminuer la part du transport routier en développant le ferroutage et le transport maritime.
- › Restreindre les camions à ne circuler qu'en dehors des heures de pointe pour les travailleurs.

Les échanges denses, constructifs et riches ont permis à chacune et chacun de s'exprimer librement, de donner son opinion et de prendre part ainsi à la réflexion nationale sur les réformes éventuelles à venir.

Le grand **débat national**

